

RAPPORT D'ACTIVITÉ

20
25

CÔTES D'ARMOR
TOUJOURS IRRÉDUCTIBLES
TELLEMENT IRRÉSISTIBLES

cotesdarmor.fr



Côtes d'Armor
le Département



Chaque année, le rapport d'activité du Département permet de rendre compte de l'action publique menée au service des habitantes et des habitants des Côtes d'Armor. Outil d'information et de transparence, il participe à renforcer le lien entre la collectivité et les citoyennes et citoyens en offrant une vision claire des politiques conduites et des résultats obtenus.

Cette édition met en lumière quelques-unes des actions engagées par le Département dans ses différents domaines d'intervention. À travers des chiffres clés, des réalisations concrètes et des projets structurants, elle illustre l'engagement quotidien des services départementaux et des élus au bénéfice du territoire. Face à un environnement économique et social toujours dégradé, marqué notamment par l'évolution des besoins en matière d'accompagnement et de solidarité, le Département poursuit sa mission avec responsabilité et détermination. Il demeure pleinement mobilisé pour soutenir les Costarmoricaines et les Costarmoricains, en particulier celles et ceux qui rencontrent le plus de difficultés.

Fidèle aux orientations définies depuis le début du mandat, notre collectivité continue d'agir autour de priorités fortes : le renforcement des solidarités, la transition écologique, l'équilibre des territoires et le développement de la participation citoyenne. Ces engagements guident notre action et contribuent à préparer l'avenir des Côtes d'Armor.

Je vous souhaite une bonne découverte de ce rapport d'activité.

Christian COAIL

Président du Département des Côtes d'Armor



SOMMAIRE

3 → 11

COMMISSION DU SERVICE PUBLIC

Finances
Ressources humaines
Informatique
Communication
Maisons du Département
Relations aux élus et aux usagers

12 → 16

COMMISSION DES SOLIDARITÉS HUMAINES

Enfance-famille
Autonomie
Développement social
Logement-habitat

17 → 21

COMMISSION DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Infrastructures
et mobilités douces
Patrimoine routier
Réseau
Ferroviaire
Infrastructures portuaires
et fluviales
Environnement
Agriculture et mer
Patrimoine immobilier

22 → 30

COMMISSION JEUNESSE ET CITOYENNETÉ

Jeunesse
Sports
Éducation
et Éducation populaire
Enseignement supérieur
et Recherche
Égalité femmes-hommes
Culture et Cultures de Bretagne
Vie associative
Relations internationales
Relations aux élus et aux usagers

1

Commission du **SERVICE PUBLIC**

**Finances
Ressources humaines
Numérique
Communication
Maisons du Département
Relations aux élus
et aux usagers**

La commission du service public pilote notamment les ressources humaines, le dialogue social et les finances. Elle inclut également la direction de la communication. Le Département accorde également une large place aux technologies numériques, depuis le soutien au déploiement de la fibre jusqu'au développement des usages de manière inclusive.

Enfin, cette commission couvre également les Maisons du Département, les communes et les intercommunalités afin de soutenir leurs projets de développement local avec deux outils majeurs : les contrats de territoires et l'Adac22 (Agence Départementale d'Appui aux Collectivités).

FINANCES



749,5 M€

Budget
primitif 2025



795 M€

Budget
réalisé 2025

Dans un contexte financier particulièrement critique, la mise en oeuvre du budget 2025 témoigne d'une volonté d'amortir le choc tout en maintenant le cap pour préserver l'essentiel autour de trois grandes priorités : solidarité, écologie et citoyenneté.

En 2025, l'augmentation des recettes de fonctionnement par rapport à 2024 (+1,13%) résulte des progressions de la fiscalité directe et indirecte ainsi que la reprise de la mise en réserve individuelle des droits de mutation à titre onéreux qui viennent compenser les baisses significatives sur les compensations liées aux charges transférées et le fonds national de péréquation des DMTO. Cette évolution des recettes contraste avec une variation des dépenses de fonctionnement à la baisse (-0,39%), du fait de la fusion des sections soins et dépendance des EHPAD.

Sans fusion, le taux d'évolution des recettes de fonctionnement aurait alors été de +3,39 % par rapport à 2024 alors que les dépenses auraient évolué de +2,76%.

Des recettes de fonctionnement atones

Les recettes réelles de fonctionnement s'établissent à 692,94 M€ contre 685,17 M€ en 2024. Elles évoluent par rapport à 2024 avec + 7,77 M€ (+ 1,13 %).

Si la fiscalité indirecte représentait un peu plus d'un quart des recettes de fonctionnement en 2020, elle correspond désormais à la moitié de celles-ci. En effet, la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) a été transférée aux communes depuis 2021 pour compenser la suppression de la taxe d'habitation dans le cadre de la réforme fiscale. En contrepartie, le Département s'est vu affecter une fraction de TVA. Elle s'est établie à 136,47 M€ en 2025, soit une augmentation de + 0,27 % (+ 0,37 M€) par

rapport à l'exercice 2024.

La suppression de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), a été elle aussi compensée par l'attribution d'une fraction additionnelle de TVA, est quasi stable à +0,08M€ (+0,28%), atteignant 29,06 M€ contre 28,98 M€ en 2024. La TVA constitue une recette nettement moins dynamique que la taxe foncière ou la CVAE.

Alors que les années 2021 et 2022 avaient enregistré des records de perception des Droits de mutation à titre onéreux (DMTO), avec respectivement 135,47 M€ et 134,95 M€, la tendance s'est inversée en 2024 avec une décroissance effective. En 2025, le marché immobilier a toutefois connu un rebond, permettant aux DMTO d'atteindre 114,69 M€ sur l'exercice, soit une progression de +12,56 M€ (+12,30 %) par rapport à 2024.

Une baisse en trompe l'œil des dépenses de fonctionnement

Atteignant 630,91 M€ contre 633,33 M€ en 2024, la diminution des dépenses de fonctionnement par rapport à l'exercice précédent est de -2,42 M€ (- 0,39%). Représentant 361,51 M€ en 2025 (hors masse salariale associée) contre 365,53 M€ en 2024, les dépenses consacrées aux solidarités humaines (autonomie, insertion, enfance et logement) diminuent du fait de

l'impact de la fusion soins et dépendance. Elles restent néanmoins dynamiques (hausse de l'APA à domicile, de la PCH et du RSA en particulier) et prépondérantes dans la structure des dépenses départementales autour de 57,30% (57,72% en 2024). A la fois déterminé par l'évolution des dépenses liées aux trois allocations (APA, PCH et RSA) et par l'évolution des recettes reçues de l'État en compensation du transfert de celles-ci, le reste à charge (RAC) baisse de -3,28%, passant de 83,81 M€ en 2024 à 81,15 M€ en 2025. Sur 2025, la baisse des dépenses AIS à hauteur de - 6,3 M€ conséquence de la fusion des sections soins et dépendance, associée à une diminution des ressources affectées et complémentaires non proportionnelle à la baisse des dépenses (-3,64 M€) améliore le taux de couverture des AIS qui atteint 52,11 %. En 2025, la consommation des crédits de fonctionnement relatifs aux frais de personnel (traitement des agents hors assistants familiaux, frais de formations, frais de déplacement, service social, etc., tous chapitres budgétaires confondus) s'établit à 130,85 M€ soit une progression de +1,55 % par rapport à 2024, conséquence de la hausse des cotisations patronales CNRACL et maladie. Ajouté à l'effet glissement vieillesse technicité (GVT), seule la mise en œuvre de la suppression de 37 postes sur les 60 suppressions décidées par l'exécutif, a permis de contenir l'évolution globale. Leur poids relatif au sein de la structure des dépenses de gestion reste comparable à celui de l'exercice précédent (20,87 %).

Au total, en rapportant aux recettes réelles de fonctionnement les dépenses réalisées, l'épargne de gestion dégagée en 2025 s'établit à 65,91 M€, soit une majoration de +18,36 % (+10,22 M€) par rapport à celle de 2024 (55,69 M€). Une fois couverts les intérêts de la dette (3,46 M€), **l'épargne brute est quant à elle portée à 62,03 M€, en augmentation de +19,65 % (+ 10,19 M€) par rapport à celle de 2024 (51,84 M€).**



À cette épargne disponible, s'ajoutent les recettes d'investissement s'établissant à 16,44 M€, hors emprunt, pour financer la politique volontariste d'investissement de la collectivité à hauteur de 77,06 M€ en 2025.

Trois secteurs concentrent près de trois-quart des dépenses d'investissement :

les investissements liés à l'éducation et la jeunesse (12,57 M€), recouvrant notamment ceux dédiés à la programmation pluriannuelle relative aux collèges (collèges de Guingamp, Dinan, quelques dépenses pour Plouasne et Saint-Nicolas-du-Pélem et les soldes de paiements des collèges de Perros-Guirec et Le Méné), les dépenses liées aux infrastructures routières, portuaires et ferroviaires (30,69 M€), ainsi que les crédits dédiés à l'aménagement du territoire (13,29 M€), qui comprennent en particulier les contrats de territoire.

Le Département a emprunté 45 M€ en 2025 avec un reste à réaliser de 5 M€ qui sera mobilisé au cours du 1er trimestre 2026. Le remboursement du capital de la dette en 2025 s'est établi à 27,23 M€. Au 31 décembre 2025, l'encours de dette s'élève à 209 M€. L'encours est sécurisé (79,24 % de taux fixe et 20,76 % de taux variable). Le remboursement des intérêts a mobilisé 3,46 M€ en 2025 contre 3,81 M€ en 2024. Le délai de désendettement, rapportant l'encours de dette à l'épargne brute et exprimant en nombre d'années la possibilité pour une collectivité de rembourser la totalité du capital de sa dette en y consacrant l'intégralité de son épargne brute, diminue légèrement entre 2025 (3,4 ans) positionnant la collectivité bien en-deçà des référentiels d'alerte retenus nationalement (10 ans).

En 2025, le résultat de clôture atteint 22,91 M€. Le résultat net - une fois enregistrés les restes à réaliser de fonctionnement (-

2,88 M€ en dépenses) et d'investissement (-0,63 M€ en dépenses et + 15,36 M€ en recettes) et la reprise du résultat du collège de Corlay s'établit à 34,79 M€

Globalement, la situation financière du Département s'améliore en 2025 par rapport à l'exercice 2024, fruit d'une gestion maîtrisée de sa situation financière. Néanmoins, des facteurs de fragilité persistent.

En effet, le rythme de reprise des DMTO reste incertain du fait de la volatilité du marché de l'immobilier. En outre, les incertitudes sur les finances nationales ainsi que l'instabilité gouvernementale ne permettent d'anticiper les mesures de contribution au redressement des finances publiques auquel le Département pourrait être soumis dans les prochaines années. Enfin, le Département a dû épuiser sa mise en réserve de DMTO (10 M€) afin de faire face à la hausse des dépenses de solidarités.

RESSOURCES

HUMAINES



156,9 M€ dépensés pour le personnel (dont 29,2 M€ pour les ASS-FAM*).

40150 fiches de paie éditées.

3 008 agentes et agents en poste (dont 504 ASSFAM*) au 31 décembre.

1,27 M€ consacrés à la formation.

99/100 C'est l'index égalité professionnelle du Département des Côtes d'Armor. Cet indicateur montre la prise en compte par la collectivité de l'égalité femmes hommes en matière de rémunération et de promotion. Elle était de 73% en 2024.

10,69 % d'agentes et agents bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi pour Reconnaissance en qualité de travailleuses et travailleurs handicapés (RQTH). Depuis 2023, la collectivité a signé une convention avec le Fonds d'Insertion pour les Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) pour conforter le volontarisme du Département et améliorer toujours plus l'accompagnement des collègues et des équipes en la matière.

1,07 M€ consacrés à l'action sociale en faveur du personnel dans divers domaines : accompagnement social, aides sociales et secours d'urgence, adhésion des agentes et des agents au Comité National de l'Action Sociale.

260 C'est le nombre de procédures de recrutement sur postes permanents conduits en 2025 par la Direction des Ressources Humaines.

Mobilité interne, recrutement suite à concours, mutation d'autres collectivités, détachements de la Fonction Publique d'État ou Hospitalière, recrutements directs d'agentes et d'agents RQTH, recrutement d'agentes et agents contractuels. Les modalités d'accès à l'emploi départemental sont nombreuses et diversifiées.

LEXIQUE

ASSFAM :
Assistantes et assistants familiaux



SERVICES

NUMÉRIQUES

7 605 incidents traités
pour plus de **120** applications gérées.

Parc informatique au 31/12/2025

2 760 ordinateurs.
(2 605 portables, 155 fixes)

1 610 téléphones (1328 smart-
phones).

182 tablettes.

479 serveurs informatiques

Environ **200** sites gérés dont **46**
collèges

4500 PC gérés dans les collèges.

Participation au réseau BTHD Mégalis :

278 000 prises créées (prises raccor-
dables) depuis le début du projet dont
66 000 au titre de l'année 2025
146 700 logements connectés au
réseau soit 38 % des logements connec-
tables à terme) dont **47 000** au titre de
l'année 2025.

Soutien à l'ouverture des données publiques : mise à disposition d'un portail open data mutualisable (<https://datarmor.cotesdarmor.fr/>) avec les collectivités du territoire : 27 partenaires publiant 197 des 395 jeux de données disponibles sur la plateforme

Elaboration et adoption d'une nouvelle feuille de route informatique et numérique pour la période 2025-2027 avec 116 projets inscrits pour une enveloppe de près de 13 millions d'euros.

Mise en place d'une charte d'Utilisation Responsable de l'Intelligence Artificielle Générative et ouverture de l'accès aux outils d'IA générative sur les ordinateurs professionnels

Réalisation de 4 cafés DSN (webinaires) pour présenter différents outils ou travaux de la DSN (Teams, nouveau SIG, présentation de la charte IA) à l'ensemble des agents

1342 Flux gérés (536 arrivées, 256 mouvements et 550 départs)

Réalisation d'un exercice de gestion de crise impliquant à la fois les équipes opérationnelles (DSN) et la Direction Générale

INNOVATION

ET TERRITOIRES

13,53 M€ de subventions
accordées dans le cadre des **Contrats de territoire** en 2025.

139 nouveaux arrivants accueillis en
2025, au Conseil départemental.

Installation d'un **réseau de facilitateurs et facilitatrices** en intelligence collective, pour appuyer les projets de la collectivité.

Intégration de l'unité Documentation dans la Direction de l'Innovation et des Territoires.

Revue de presse : passage d'une revue quotidienne à une revue bihebdomadaire,

Maintien bihebdomadaire ou mensuel d'une actualité Solidarités/Infrastructures/Maison du Département

750 à 900 lecteurs uniques par mois

720 ouvrages consultés sur Cyberlibris

Gestion de **180** abonnements
Diffusion d'ouvrages notamment de préparation aux concours

Dossiers thématiques et diffusion ciblée pour répondre aux besoins des personnels, aux enjeux de formation et de mobilité professionnelle

2 séminaires de l'encadrement organisés pour les 150 cadres de la collectivité : un autour du management et de l'accompagnement des agentes et

agents (gestion des conflits, suppression de poste, évolution...); l'autre sur le thème des Côtes d'Armor adaptées au climat de demain (point d'étape et partage du diagnostic de vulnérabilités du territoire costarmoricain)

22 actions pilotées dans le cadre du Projet d'administration C22, créé collectivement grâce aux 14 groupes d'agentes et d'agents volontaires, afin de construire une collectivité au service du projet costarmoricain.

70 dons de sang collectés en interne grâce à l'organisation d'une journée de collecte en partenariat avec l'Etablissement français du sang.

Plus de 30 projets en cours d'accompagnement par la cellule d'Appui au pilotage, portant sur l'innovation et l'évaluation des politiques publiques, l'évolution des organisations et le contrôle de gestion.

COMMUNICATION

330 000 Côtes d'Armor magazines distribués chaque trimestre

35 000 exemplaires du Mag des années collège par numéro pour assurer une diffusion large auprès de tous les élèves et équipes pédagogiques des collèges publics et privés des Côtes d'Armor.

+ 20% d'augmentation du nombre d'abonnés aux différents comptes des réseaux sociaux du Département. en 2025

Ummy, chienne d'assistance sur les réseaux pour partager son quotidien avec les enfants placés sous la protection du Département. C'est le projet éditorial pensé et administré en relation avec deux professionnelles de la protection de l'enfance.

Plus de 200 manifestations sportives, culturelles ou de loisirs ont été accompagnées par la direction de la Communication par l'affichage, la mise à disposition et/ou le montage de structures aux couleurs du Département.

Plus de 3000 personnes recensées lors de la Fête de la forêt, organisée les 11 et 12 octobre dans le massif départemental d'Avaugour-Bois-Meur.

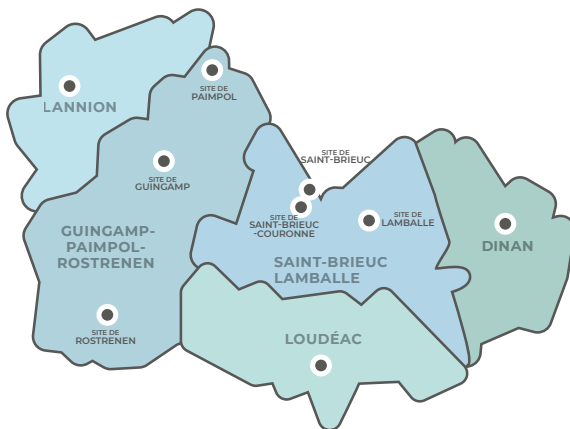


MAISONS

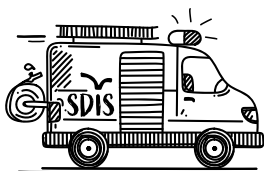
DU DÉPARTEMENT

Depuis 2012, l'Assemblée départementale a fait le choix stratégique de rapprocher les services publics des Costarmoricaines et Costarmoricains en créant cinq Maisons du Département. Ces structures sont réparties sur neuf sites à Saint-Brieuc, Lamballe, Lannion, Guingamp, Paimpol, Rostrenen, Dinan et Loudéac. Véritables portes d'entrée des services départementaux, elles accueillent aussi bien les usagers et les usagères que les partenaires locaux : élus et élues, associations, institutions... Les équipes territoriales, qui représentent plus de 60% des effectifs du Département, y assurent au quotidien des missions essentielles : entretien des routes, gestion des collèges publics, accompagnement social des personnes vulnérables... Pour renforcer l'accessibilité, plus de 90 permanences sociales sont organisées chaque semaine sur l'ensemble du territoire, et les équipes sociales se déplacent aux domiciles lorsque cela est nécessaire.

En 2025, les Maisons du Département ont accueilli plus de 100 000 usagers et reçu près de 250 000 appels téléphoniques.



SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE



EN 2025

le Conseil départemental
a contribué au SDIS à
hauteur de

28 M€

soit une augmentation de
près de 4% par rapport
à 2024

ET DE SECOURS

39 686 INTERVENTIONS
EN 2025

2 495 SAPEURS POMPIERS
VOLONTAIRES

318 SAPEURS POMPIERS
PROFESSIONNELS

60 CASERNES
(DONT 9 CENTRES D'INCENDIE
ET DE SECOURS)

566
VÉHICULES DE SECOURS

RELATIONS ÉLUS

ET USAGERS

Une année 2025 placée sous le signe de la sécurisation, de la modernisation et de la qualité du service

En 2025, la Direction des relations aux élus et aux usagers a poursuivi son action au cœur du fonctionnement institutionnel du Département, en conciliant sécurité juridique, accompagnement des élus, modernisation des pratiques administratives et qualité de la relation aux citoyens.

Une activité institutionnelle et réglementaire soutenue

La Direction a assuré la préparation, le suivi et la sécurisation des instances départementales, en lien étroit avec les directions métiers et les élus. Au total, 540 rapports ont été examinés dans le cadre des instances délibérantes, dont 473 en Commission permanente et 67 en Assemblée plénière. Elle a également assuré la publication de 500 arrêtés réglementaires. Au-delà de ces volumes d'activité, l'année a été marquée par la poursuite du travail de fiabilisation des circuits, d'harmonisation des pratiques et d'accompagnement des services dans la préparation des dossiers soumis aux élus.

Une vigilance renforcée sur les conflits d'intérêts

Dans le prolongement des obligations issues de la loi 3DS, la Direction a poursuivi son action en matière de prévention des conflits d'intérêts et de sécurisation des décisions. En 2025, 217 rapports examinés en Commission permanente ou en Assemblée plénière ont donné lieu à un ou plusieurs déports d'élus. Cette vigilance contribue à garantir la régularité des procédures, la transparence de la gouvernance locale et la protection juridique de la collectivité comme des élus. Une attention particulière a également été portée à la traçabilité des situations de déport.

Une relation avec les usagers modernisée

Après l'obtention du Trophée AFNOR Expérience Citoyen en 2024, le Département a poursuivi son engagement en faveur d'une relation usagers accessible, réactive et de qualité. L'année a été marquée par la mise en place d'un formulaire de contact sur le site internet départemental dans le cadre du déploiement de la Gestion de la Relation aux Citoyens. Ce nouveau téléservice complète les canaux de contact existants et facilite l'orientation, le suivi et la traçabilité des demandes, tout en améliorant la qualité et la réactivité des réponses apportées aux usagers.

La poursuite de la modernisation des pratiques

L'année 2025 a également été marquée par la poursuite de la modernisation de la fonction courrier et par les travaux engagés autour de la dématérialisation des frais des élus. Ces évolutions visent à simplifier les démarches, améliorer le suivi des demandes, renforcer la traçabilité des échanges et sécuriser les procédures internes. Elles participent à une démarche continue d'amélioration du service rendu et d'accompagnement des élus dans l'exercice de leur mandat.

2

Commission des **SOLIDARITÉS HUMAINES**

**Enfance-Famille
Autonomie
Insertion
Développement social
Logement-habitat**

Le Département joue un rôle majeur dans l'accompagnement social, médico-social et éducatif des plus fragiles. Son action se traduit dans le schéma des Solidarités humaines 2023-2027. Ce document privilégie la place des usagers, la transversalité, les actions concrètes. Les politiques du handicap et du vieillissement constituent l'une des missions principales de l'action départementale. La politique Enfance-Famille va au-delà de l'accueil et du suivi d'enfants de 2 à 3 ans : formation et agrément des assistantes et assistants maternels et familiaux, suivi des modes d'accueil, soutien à la parentalité, protection de l'enfance... Le programme départemental d'insertion porte un objectif : permettre aux allocataires du revenu de solidarité active de trouver leur place dans la société.

ENFANCE FAMILLE

4 324 naissances dans les Côtes d'Armor dont les parents sont domiciliés dans le 22.

4 673 actes (consultations, entretiens y compris en conseil conjugal) ont été réalisés en centre de santé sexuelle.

34 % des enfants costarmoricains nés en 2024 ont été vus par le personnel de la PMI*.

131 familles accompagnées par le personnel de la PMI* dans le cadre de PANJO*.

93 % des enfants entre 3 et 4 ans ont été vus dans le cadre d'un Bilan de Santé en école maternelle.

2 884 assistantes et assistants maternels agréés pour une capacité de 10 807 places.

80 Maisons d'Assistants Maternelles, avec 782 places et **91** établissements d'accueil du jeune enfant.

LEXIQUE

PMI : protection maternelle infantile

Programme PANJO

(Promotion de la santé et de l'Attachement des Nouveau-nés et de leurs Jeunes parents) : propose à des femmes accueillant leur premier enfant et vivant en situation de vulnérabilité psychosociale, un soutien à domicile renforcé qui vise à développer les liens d'attachement entre elle et leur enfant, dans une approche globale et positive de leur santé.

CRIP : Cellule de recueil des informations préoccupantes

1705 informations reçues et traitées à la CRIP* en 2025, concernant 2 667 enfants.

4 306 jeunes sont suivis par la protection de l'enfance.

1780 enfants sont confiés au Département des Côtes d'Armor dont 966 en familles d'accueil.

520 assistantes et assistants familiaux agréés.

337 dispositifs d'accueil et d'accompagnement en protection de l'enfance créés depuis 2021.

Mineurs non accompagnés et familles étrangères

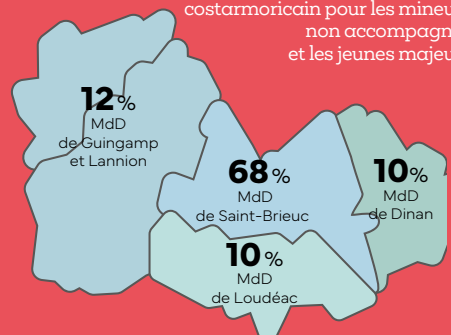
Le Département des Côtes d'Armor a pris en charge :

- **228 jeunes** de moins de 18 ans (-20 % par rapport à 2024)⁴
- **246 jeunes adultes** (+25,5 % par rapport à 2024).

159 familles étrangères ont bénéficié d'une aide du Département sous forme d'une aide financière ou d'un hébergement.

119 places d'hébergement ouvertes sur les 153 approuvées afin de répondre à l'augmentation du besoin.

Répartition des places d'accueil sur le territoire costarmoricain pour les mineurs non accompagnés et les jeunes majeurs



AUTONOMIE



181,4 M€

ont été consacrés
au **fonctionnement** et

0,5 M€

à l'**investissement**.



LEXIQUE

APA : Allocation personnalisée d'autonomie

PCH : Prestation de compensation
du handicap

ACTP : Allocation compensatrice
pour tierce personne

CLIC : Centres locaux d'information
et de coordination

CPOM : Contrat pluriannuel d'objectifs
et de moyens

EHPAD : Établissement d'hébergement
pour personnes âgées dépendantes

SAAD : Service d'aide
et d'accompagnement à domicile

ARS : Agence régionale de santé

Aides individuelles

8 153 personnes ont bénéficié de
l'**APA*** à domicile (**411** personnes pour
l'**APA*** en établissement hors 22).

343 personnes en situation de han-
dicap et

102 personnes âgées **bénéficiaires**
de services ménagers.

3 501 bénéficiaires
de la **PCH*** et de l'**ACTP***.

5 524 interventions des **CLIC***

24 **CPOM*** ont été négociés avec 17
EHPAD*, 6 **SAAD*** et 1 établissement handicap.

88 dossiers pour **1,45 M€**
ont été accompagnés dans le cadre de
l'appel à projets commun entre la confé-
rence des financeurs de la prévention de
la perte d'autonomie des personnes âgées,
Pour Bien vieillir Bretagne et l'**ARS***.

26 habitats inclusifs soutenus dans
le cadre du dispositif d'aide à la vie
partagée (195 droits ouverts).

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Pilotage et accompagnement de l'Action sociale/travail social

82 étudiantes et étudiants en formation pour devenir travailleurs et travailleuses sociaux ont été accueillis par le Département, premier employeur potentiel, pour acquérir les pratiques professionnelles. Ces étudiantes et étudiants ont été encadrés et accompagnés par 156 agentes et agents de la collectivité.

869 permanences ont été réalisées par les PCB* auxquelles s'ajoutent une quinzaine d'actions collectives déployées en direction des jeunes particulièrement.

205 500 € dont **82 822** en Chèques d'accompagnement spécialisé au titre de l'aide aux adultes les plus vulnérables.

LEXIQUE

MASP : Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé

PCB : Points Conseils Budget

ISCG : Intervenantes Sociales en Commissariat et Gendarmerie

109 MASP* ont été exercées en moyenne/mois. Les mesures ont permis à 46 % des personnes accompagnées de stabiliser leur situation ou de l'améliorer. Pour 19 % des mesures, une orientation vers une mesure de protection judiciaire a été réalisée.

1 914 dossiers ont été ouverts par les ISCG*. Les motifs d'intervention sont pour 30 % liées à des violences conjugales, 19 % à des conflits intra-familiaux et 12 % à des problématiques liées à la protection de l'enfance.

196 agentes et agents ont participé à un temps fort organisé sur la thématique de la protection juridique des majeurs.

Insertion Économie Sociale & Solidaire

10 801 allocataires du rSa

5 à 10 jours C'est le délai moyen du premier contact entre la ou le néo-allocataires rSa* et la plateforme d'orientation

877 C'est le nombre d'allocataires du rSa* qui ont été orientés vers la plateforme d'orientation et d'amorçage de parcours confiée au Forum des Savoirs.

LEXIQUE

rSa : Revenu de Solidarité active

70 participants au temps fort «Insertion 360° : acteurs et solutions» qui s'est tenu sur le site de l'AFPA à Loudéac le 16 décembre.

4 instances de gouvernance issues de la Loi pour le Plein Emploi installées dans les Côtes d'Armor : le Comité départemental pour l'Emploi, la Formation et l'Insertion et 5 Comités territoriaux des territoires de St Brieuc/Lamballe, Dinan, Guingamp/Lannion, Pontivy/Ploërmel/Loudéac et du Centre Ouest Bretagne

LOGEMENT

HABITAT

5 132

demandes d'aide FSL* ont été traitées.

2,5 M€

de soutien financier en faveur des projets portés par Terre d'Armor Habitat, l'office public départemental.

130 logements sociaux ont été attribués aux publics les plus vulnérables que le Département accompagne.

381 logements neufs (T1, T2 et T3), 271 logements réhabilités et 4 logements en habitat inclusif livrés par Terres d'Armor Habitat et soutenus financièrement par le Département, dans le cadre de la convention d'objectifs et de moyens contractualisée en 2023.



3 018 aides octroyées par le FSL* pour les dettes énergie des ménages, représentant 900 158 €.

494 000 € de crédits octroyés aux bailleurs sociaux (hors Terres d'Armor Habitat), via un appel à projets lancé par le Département, pour le financement d'opérations de constructions neuves ou de réhabilitation de 111 logements en Côtes d'Armor.



LEXIQUE

FSL : Fonds de solidarité pour le logement



3

Commission de la **TRANSITION ÉCOLOGIQUE** et de **L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

**Infrastructures
et mobilités douces
Patrimoine routier
Réseau
ferroviaire
Portuaire et fluviales
Environnement
Agriculture et mer
Patrimoine immobilier**

Le Département poursuit son action pour favoriser un développement durable et équilibré avec un investissement fort sur des actions liées aux infrastructures, à l'aménagement du territoire et aux mobilités. La transition écologique représente également un enjeu majeur avec le soutien aux méthodes de production agricoles durables, l'alimentation ou encore la mise en place d'un budget vert. Outre l'entretien et la modernisation des kilomètres de routes départementales, le Département s'implique également pour proposer des alternatives à la voiture individuelle. De plus, le Département, par sa façade maritime (350 km) et ses 16 ports départementaux, présente des atouts considérables. Aussi, la collectivité poursuit une politique active dans la reconquête et la préservation des milieux naturels.

INFRASTRUCTURES ET

MOBILITÉS DOUCES

175 km de routes ont été
rénovés en 2025.

11,5 M€ ont été affectés au bon
entretien des chaussées.

3,2 M€ affectés aux ouvrages
d'art et 639 ouvrages d'art ont été contro-
lés.

7 500 km de linéaire de dépen-
dances vertes qui représente une surface
de 3 000 Ha avec 83 bassins de rétention.

Modernisation du réseau

- Contournement sud de Saint-Brieuc :
finalisation des deux ouvrages d'art de
la section E2 (Beaucemaine/Sabot) et
déplacement du poste de gaz.
- Aménagement de sécurité : engagement
des travaux sur le giratoire du Savazou
sur la RD7, à Kerfot.

Approbation du **Plan vélo départemental**
cyclables autour de 3 axes :

- le développement d'infrastructures
cyclables sécurisées
- la sécurisation et la valorisation des
itinéraires touristiques
- l'encouragement des pratiques chez
les collégiens



L'Oeil de Paco

INFRASTRUCTURES

PORTUAIRES ET FLUVIALES

Mise en place de la nouvelle stratégie
départementale pour les ports de pêche
avec la création de SEM Bretagne Armor
Pêche et consultation pour le contrat
d'exploitation pour la période 2026-2035.

Finalisation des études pour l'aménage-
ment du port de maintenance à Saint-
Quay-Portrieux :

14 M€ de travaux qui seront
réalisés sur les années 2026 et 2027.

Préservation du patrimoine avec le
rejointoiement du quai et de couronne-
ment (Saint-Quay-Portrieux, Paimpol) et
de sécurisation avec des réparations de
garde-corps (Paimpol)



Emmanuel Bertier

ENVIRONNEMENT

Patrimoine naturel et biodiversité

12 partenariats d'études sur la biodiversité ont été lancés sur les Espaces Naturels Sensibles.

5 ha c'est le nombre d'hectares acquis au titre des Espaces Naturels Sensibles, dont 2,3 ha de prairies sur le marais du Quellen.

Plus de **2 millions** de visites comptabilisées sur les espaces naturels départementaux en 2025.

Randonnées

41 itinéraires ont fait l'objet d'une inscription au PDIPR*.

285 km de linéaire de voies vertes multimodales entretenues par le Département.

Réparation du Pont du Quiou sur la V403 : travaux terminés en décembre dernier, voie verte réouverte, réserves (qualité revêtement) à lever d'ici juillet prochain, montant global des travaux : 213 000 € TTC, enrichissement encore à biodiversité à venir

Observation de la fréquentation randonnée / tourisme (véloroutes et voies vertes, ENS, sentiers de randonnée) : nouveau marché compteurs de fréquentation notifié en janvier 2025, acquisition de 10 nouveaux compteurs en 2025 pour remplacement dispositifs de comptage existants ou équipement de nouveaux sites

545 779 c'est le nombre de passages comptabilisés par les 21 compteurs de fréquentation sur les itinéraires véloroutes du Département.



Tourisme

7 manifestations à fort enjeu touristique soutenues financièrement par le Département.

Le Département est également membre du Syndicat Mixte du Planétarium de Bretagne avec une **participation statutaire de 110 000 €** et une **aide à l'investissement de 54 000 €**

5 dossiers soutenus en investissement dans le cadre d'un Appel à projets pour l'accueil du jeune public au sein des strutures de loisirs et de tourisme, pour un montant de **46 297 €**.

Eau

28 classes investies et

666 élèves ont participé à la campagne de sensibilisation aux enjeux de l'eau et de la biodiversité, dans le cadre de l'Appel à Projets « **Class' Eau-biodiversité 2025** »

4 EPCI accompagnés au titre du programme Breizh Bocage 2025 pour un montant de **210 000 €**

6 EPCI accompagnés au titre de la restauration des milieux aquatiques pour un montant de **403 921 €**.

Signature de 3 Accords de Territoire 2025-2027 avec le SMAP, LCBC et le Syndicat mixte du Grand Bassin de l'Oust, visant la reconquête et l'amélioration de la qualité des eaux sur les bassins versants départementaux.

LEXIQUE

PDIPR : Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée

ENVIRONNEMENT

Agriculture et mer

21 organismes experts ont été accompagnés (pour un total de **1205 209 €** de subventions), permettant d'enrichir des solutions alternatives et partagées en matière de transition agricole.

15 comices agricoles ont été soutenus pour un montant de **7 500 €**.

7 foires chevalines (avec présentation de **876** équidés) et

5 concours d'élevage départementaux (**245** chevaux de trait bretons en compétition).

22 dossiers soutenus au titre du programme Agri Invest (volet résilient carbone), pour un montant de **91 878 €**.

10 programmes CUMA (Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole) subventionnés, permettant l'acquisition partagé de **18** matériels, pour un montant global de **122 800 €**.

5 dossiers de transformation à la ferme soutenus, pour **71 879 €**.

136 767 € ont été versés à la **SNSM*** des Côtes d'Armor.



LEXIQUE

SNSM : Société Nationale de Sauvetage en Mer.



Alimentation durable

Le Département est adhérent de la plateforme nationale Agri-local depuis 2015, application internet de mise en relation sécurisée entre producteurs et artisans locaux, et gestionnaires de la restauration collective afin. L'outil permet de créer du lien entre les producteurs et les consommateurs, afin d'offrir aux premiers de bien vivre de leur travail, et aux seconds de bien manger, de manger bio, et de manger local.

Organisation de la semaine nationale AGRILocal «Au pré de l'Assiette» du 06 au 10 octobre 2025 avec pour objectif de :

- promouvoir le patrimoine culinaire local,
- mettre à l'honneur les producteurs et artisans des territoires,
- valoriser le savoir-faire des cuisiniers de la restauration collective,
- communiquer sur les enjeux du manger local

SOUTIEN TERRITORIAL

403 projets engagés au 31 décembre dans le cadre du programme 2022-2027 des contrats départementaux de territoire.

Près de **700** projets soldés au 31 décembre dans le cadre de la génération précédente des contrats.

PATRIMOINE

IMMOBILIER

Foncier

3 opérations AFAFE* en cours sur **5733** hectares de foncier agricole et espaces ruraux.

1 procédure achevée dans le cadre du **plan de lutte contre les algues vertes** sur **1080** hectares permettant la réorganisation de **42** exploitations agricoles et impactant **891** propriétaires. Coût de la réorganisation **600 000€**. Les travaux d'aménagement des chemins d'exploitation et de reconstitution du paysage bocager seront programmés en 2026

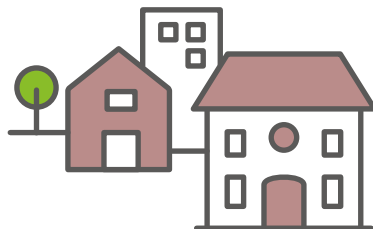
2 opérations d'AFAFE compensatoires en cours sur **4653** hectares de terres agricoles pour l'aménagement de la RN 164 secteurs de Rostrenen et de Guerledan

18 dossiers d'ECIR* amiables impactant **125** hectares de terres agricoles soutenus financièrement par le Département pour un montant de **22 317 €**.

167 affaires foncières instruites en lien avec le patrimoine foncier départemental à la demande de particuliers, entreprises ou autres collectivités

36 actes d'acquisitions, cessions ou échanges établis pour le compte du Département permettant la sécurisation d'infrastructures routières ou leurs régularisations pour un montant de **10 370€** en recettes et **63 865€** en dépenses

Gestion de **104** conventions d'occupation du domaine privé du département en lien avec les espaces naturels ou les routes ainsi que 11 instaurations de servitudes



sur des parcelles départementales pour les opérateurs du réseau électrique.

Bâtiments

5 bâtiments ont fait l'objet de travaux pour **près de 7 millions d'euros**

4 installations photovoltaïques : collèges Yves-Coppens à Lannion, Jacques-Prévert à Guingamp et les centres d'exploitation des routes de Bourbriac et Saint-Nicolas-du-Pélem

10,8 M€ d'investissement dans les collèges

Acquisition d'un terrain au Mené pour la construction d'un nouveau centre d'exploitation pour **60 000 €** et rachat du site du centre d'Hénon pour **613 000 €**

LEXIQUE

AFAFE : Aménagement foncier agricole forestier et environnemental

ECIR : Échanges et Cession d'Immeubles Ruraux

4

Commission

JEUNESSE & CITOYENNETÉ

Jeunesse
Sports
Éducation
et Éducation populaire
Enseignement supérieur
et Recherche

Égalité
femmes-hommes
Culture et Cultures
de Bretagne
Vie associative
Relations internationales

Le Département accompagne les jeunes pour leur permettre de prendre toute leur place dans la société. Il agit en faveur de la réussite des collégiennes et collégiens, du sport, de l'orientation vers l'enseignement supérieur et la recherche, afin d'offrir à la jeunesse des perspectives d'avenir en Côtes d'Armor. La collectivité encourage aussi la création culturelle, la valorisation du patrimoine et du patrimoine, l'accès de toutes et tous à la culture et la promotion des langues et des cultures de Bretagne. Elle soutient la vie associative, promeut l'égalité entre les femmes et les hommes et développe la participation citoyenne et l'ouverture du territoire sur l'Europe. Cette ambition commune a conduit, à la fin de l'année 2025, à la fusion des commissions Jeunesse et Citoyenneté au sein d'une même instance.

JEUNESSE

13 500 €

pour l'Information Jeunesse.

75 000 €

pour le Pass engagement.



70 clubs costarmoricains accueillent **850** personnes en situation de handicap.

23 athlètes de haut niveau ont été aidés individuellement par le Département dont 2 dans le cadre de leur préparation pour les jeux olympiques d'hiver de Milan-Cortina 2026.

SPORTS



1 999 000 € de

budget de fonctionnement dédié au développement des pratiques sportives dont **781 000 €** sont destinés à favoriser l'accès à la pratique de toutes les Costarmoricaines et tous les Costarmoricains.

166 000 € de soutien au sport scolaire et notamment aux 7 850 élèves participant aux activités sportives dans les 73 associations sportives des collèges publics et privés du département.

23 962 journées-stagiaires recensées à la Base de Guerlédan en 2025, pour un total de **13 497** nuitées, et de **30 543** repas servis.

77 manifestations sportives ont été soutenues par le Département.

12 000 € ont été dédiés à l'organisation de 2 sessions du programme «Club inclusif» permettant à 21 clubs de se former gratuitement à l'accueil de personnes en situation de handicap.

65 000 € de crédits d'investissement pour l'amélioration des conditions d'accueil des jeunes pensionnaires des structures de formations de football présentes sur le territoire costarmoricain.



ÉDUCATION

& ÉDUCATION POPULAIRE

45 M€

ont été alloués à l'éducation.

3,60 € et 3,20 €

ce sont les tarifs de restauration pour les familles appliqués dans les collèges publics pour les forfaits 4 et 5 jours (à noter que le prix de revient d'un repas pour la collectivité est de plus de 9 €). Une aide est proposée aux élèves boursiers.

2,8 millions de repas

préparés et servis aux **16 500 collégiennes et collégiens du réseau public** soit un taux de **94 % d'élèves** demi-pensionnaires.

22 collèges (18 publics et 4 privés)

ont été soutenus dans le cadre de l'appel à projets « Collèges numériques et innovations pédagogiques » initié par le Département pour un montant total de plus de 55 800 €.



56 collèges publics et privés

sont labellisés « E3D » au regard de leur engagement d'éducation au développement durable pour permettre aux élèves d'acquérir des compétences de citoyennes et citoyens responsables face aux enjeux et mutations du 21^e siècle.

46 collèges publics, accompagnés

par LABOCEA, pour rédiger et mettre en oeuvre leur Plan de Maîtrise Sanitaire pour garantir l'hygiène alimentaire et la sécurité sanitaire.

10 structures départementales et/ou locales soutenues par le Département au titre de l'éducation populaire, pour un montant de **332 500 €**

46 collèges, soucieux de proposer des repas de qualité et durables, sont adhérents de la centrale régionale Breizh Achats et de la plateforme Agrilocal 22 pour favoriser l'approvisionnement local, maîtriser les coûts des repas et leurs impacts environnementaux tout en répondant aux objectifs de la loi Egalim et à la volonté du Département du « Bien manger » dans les collèges.



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ET RECHERCHES

10 266 c'est le nombre d'étudiantes et étudiants poursuivant leurs études en Côtes d'Armor en 2025.

24 c'est le nombre de thèses en cours co-financées par le Département.

1 858 678 € c'est le budget d'investissement voté en 2025 par l'assemblée départementale pour les infrastructures d'enseignement et de recherche et l'acquisition d'équipements scientifiques.

65 112 visites sur le portail de l'enseignement supérieur en 2025. Le portail recense toutes les formations supérieures dans les Côtes d'Armor et vise à apporter aux jeunes et à leur famille une information aussi complète que possible sur les opportunités d'études en Côtes d'Armor.



Égalité femmes-hommes

Le 3 février 2025, le Département a adopté à l'unanimité le plan EFH 2025-2028, avec la volonté d'intégrer l'égalité femmes-hommes dans toutes les politiques publiques de la collectivité.

2 podcasts pour agir en faveur de la parité : « **La parité, 10 ans après** », avec des interviews croisées de 6 conseillères et conseillers départementaux réalisées par L'ancre violette.

200 personnes participantes à la journée départementale du 9 octobre 2025 « quand le genre impacte la santé ! Quelle spécificité femmes-hommes ?

Lutte contre les discriminations

1 soutien financier à l'association QG Centre LGBTQIA+ accordé pour l'organisation de la marche des fiertés à Saint-Brieuc,

Une soixantaine d'agentes et d'agents sensibilisés à la lutte contre les discriminations LGBTQIA+.

Vie démocratique, renforcer le lien citoyen et la démocratie

2^e édition du **Conseil départemental des collégiennes et collégiens** : 8 collèges engagés, 193 jeunes impliqués.

2 premiers ex aequo : le collège Diwan à Plésidy « Aménager notre cour » et le collège Jean Jaurès à Saint-Nicolas-du-Pélel « Mise en valeur et transmission mémorielle de la stèle des patriotes » ; 3e et 4e, le collège Saint-Joseph Bossuet de Lannion « La création de salles de

70 collégiennes et collégiens à la journée au CD en mars avec la cité des métiers sur la mixité professionnelle,

1 605 filles et garçons sensibilisés à l'occasion des rencontres de l'égalité avec un duo de femme et homme au sein de 20 collèges

Et en interne,

1 nouveau dispositif de signalement des violences au travail contractualisé avec le Centre de gestion des Côtes d'Armor et une journée de sensibilisation pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles,

36 nouveaux agentes et agents formés à la communication sans stéréotype de sexe par le Cabinet Egaluce



relâche et de défoulement » et le collège Léonard de Vinci avec « la Cour égalitaire »,

Déploiement de la participation et des **comités d'usagers et usagers** au niveau départemental et au sein de chaque territoire de MDD, avec des allocataires du RSA, des personnes en situation de handicap, des parents d'enfants accompagnés.

CULTURE, LECTURE PUBLIQUE, MATRIMOINE,

PATRIMOINE ET CULTURES DE BRETAGNE

Action Culturelle

374 dossiers culturels ont été accompagnés et financés, auxquels s'ajoutent près de **80 dossiers** étudiés sans accompagnement financier pour aider notamment à la structuration des acteurs et actrices en devenir.

49 événements culturels soutenus.

67 structures artistiques.

23 acteurs et actrices du cinéma et de l'audiovisuel.

58 écoles ou associations d'enseignement ou d'initiation du théâtre, de la danse ou de la musique.

40 structures de diffusion soutenues au titre des arts visuels.

25 structures professionnelles de diffusion du spectacle vivant, dont **6 labellisées** au niveau national.

10 associations d'aménagement culturel du territoire accompagnées.

8 pactes culturels de territoire signés avec les EPCI et 11 associations culturelles de territoire soutenues.

19 projets d'Éducation Artistique et Culturelle financés en milieu scolaire ou médico-social et **5 associations** conventionnées pour leurs actions EAC.

Matrimoine et patrimoine

Plus de **163 000** visiteurs et visiteuses comptabilisées dans les domaines dotés d'une billetterie et + de **600 000 promoteurs et promeneuses** sur les 6 Domaines départementaux.



3 musées soutenus par le Département, dont 2 musées associatifs

8 associations accompagnées pour des actions de valorisation du patrimoine.

53 édifices ont été visités dans **47 communes**, **117 nouveaux objets mobiliers** ont été récoltés.

9 opérations de restauration d'objets publics protégés au titre des monuments historiques accompagnés financièrement par le Département.

Archives départementales

603 mètres de linéaire d'archives publiques et 127 mètres de linéaire d'archives privées collectées.

2 535 élèves accueillis par le service éducation.

3 520 personnes ont bénéficié de la programmation culturelle et scientifique (exposition, conférences, ateliers, visites, jeu de piste), notamment axée sur les cahiers citoyens de 2019 puis sur l'exposition de photographies du Costarmoricain Laurent Bellec.



Soutien aux langues de Bretagne et cultures de Bretagne

27 acteurs et actrices ont bénéficié d'un accompagnement financier dans le champ des politiques bretonnes et galloises.

15 professionnelles et professionnels ont bénéficié de bourse DESK* pour apprendre la langue bretonne.

38 EHPAD* costarmoricains ont bénéficié du soutien de l'expérimentation proposant des cours de conversation en breton.

Bibliothèque des Côtes d'Armor

126 008 documents prêtés par la BCA* aux 248 médiathèques du réseau départemental.

18 manifestations littéraires soutenues par la BCA*.

59 bibliothèques et **2** réseaux de lecture publique participants au Prix Louis-Guilloux.

802 bibliothécaires formés par la BCA*.

LEXIQUE

EHPAD : Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

BCA : Bibliothèque des Côtes d'Armor

EAC : Éducation Artistique et Culturelle

DESK : aide pour apprendre le Breton

VIE ASSOCIATIVE

217 associations employeuses soutenues par le Département.

2 719 000 € de budget total 2025 aux emplois associatifs.

296 emplois associatifs accompagnés (dont **74** emplois départementaux et **222** emplois associatifs locaux).

23 associations costarmoricaines ont bénéficié d'un Diagnostic Local d'Accompagnement.

400 sollicitations prises en charge par le CRIB*

Les Maisons du Département sont depuis 2023 actrices du réseau départemental d'appui à la vie associative.

LEXIQUE

CRIB : Centre de Ressources et d'Information des Bénévoles

RELATIONS INTERNATIONALES



Fonds Social Européen

1800 bénéficiaires des dispositifs cofinancés par le FSE+ de retour à l'emploi dans le cadre de **28 projets accompagnés**.

Erasmus +

8 projets Erasmus+ du secteur jeunesse portés par des associations ou des services jeunesse de collectivités ont été acceptés suite au projet « 22 V'la Erasmus » porté par Études et Chantiers Bretagne Pays de Loire.

20 projets Erasmus + accompagnés dans le secteur de l'éducation et de l'enseignement scolaire.

12 dossiers Erasmus + ayant obtenu les crédits européens, pour un total de 400 000 €.

60 personnes ont participé à des sessions d'information et des ateliers d'écriture Erasmus + organisés par le Département afin de déposer un projet financé par ce programme au bénéfices de leurs structures.

Relais Europe

7 relais Europe compétents en matière de sensibilisation à la citoyenneté européenne ont mené plus de **100** actions de sensibilisation.



Europe Direct

+ de 250 visites d'Europ'Armor en 2025.

25 entretiens individuels avec des jeunes

20 groupes costarmoricaïns ou européens accueillis, soit **650 personnes**.

40 animations proposées tout au long de l'année : avec une semaine franco-allemande, une simulation du parlement avec 70 jeunes, un café-questions, etc.

Notes1

[illegible]



CONSEIL DÉP

Conseil départemental

Entrée



CONSEIL
DÉPARTEMENTAL
DES CÔTES D'ARMO

KUZUL
DEPARTAMANT
AODOÙ-AN-ARVOR

CONSAIL
DÉPARTEMENTA
DES CÔTES D'AHAC

RAPPORT D'ACTIVITÉ



CONTACT PRESSE

Direction de la communication

Marion Sevenier

marion.sevenier@cotesdarmor.fr

02 96 77 69 55

07 64 70 03 83

20 25



RETROUVEZ
LE RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025 SUR
cotesdarmor.fr

Côtes d'Armor
le Département

